

BANQUE ALIMENTAIRE DU PAS-DE-CALAIS

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

15 Rue DENIS PAPIN

ZI du CHATEAU

62220 CARVIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

BANQUE ALIMENTAIRE DU PAS-DE-CALAIS

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901
15 RUE DENIS PAPIN
ZI DU CHATEAU
62 220 CARVIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association BANQUE ALIMENTAIRE DU PAS-DE-CALAIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association BANQUE ALIMENTAIRE DU PAS-DE-CALAIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note de l'annexe des comptes annuels « Fonds propres – correction d'erreur » qui expose le reclassement du « Projet associatif » en compte « Autres fonds propres sans droit de reprise ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Comme mentionné ci avant, la note « Fonds propres – correction d'erreur » de l'annexe comptable relative à la correction d'erreur expose le changement de présentation des états financiers afin de se conformer au plan comptable.

Dans le cadre de notre appréciation des règles, méthodes et principes comptables appliqués par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de cette correction d'erreur et de la présentation qui en est faite dans l'annexe des comptes annuels. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à WASQUEHAL, le 23 avril 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO NORD AUDIT

Patrice DESBONNETS



Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains	400 000		400 000	400 000
Constructions	1 303 426	485 194	818 232	855 719
Installations techniques, matériel et outillage	160 770	109 652	51 118	64 749
Autres immobilisations corporelles	262 467	154 008	108 459	62 568
Immob. en cours / Avances et acomptes	541 422		541 422	6 300
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 364		6 364	5 864
ACTIF IMMOBILISE	2 674 450	748 854	1 925 596	1 395 201
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				636
Créances				
Usagers et comptes rattachés	64 453		64 453	27 485
Autres créances	355 338		355 338	151 582
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	461 306		461 306	730 054
Charges constatées d'avance	20 462		20 462	16 648
ACTIF CIRCULANT	901 559		901 559	926 406
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	3 576 009	748 854	2 827 155	2 321 607



Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	40 000	
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	73 117	113 117
Report à nouveau	437 725	302 759
RESULTAT DE L'EXERCICE	159 423	134 966
Subventions d'investissement	1 062 299	661 954
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	1 772 564	1 212 796
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Fonds dédiés sur subventions	73 422	112 896
Fonds dédiés sur autres ressources	138 065	116 832
FONDS DEDIES	211 487	229 728
Emprunts obligataires convertibles		
<i>Emprunts</i>	666 763	753 902
<i>Découverts et concours bancaires</i>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	666 763	753 902
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 030	1 370
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 236	70 588
Dettes fiscales et sociales	46 117	53 223
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	46 518	
Autres dettes	441	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
DETTES	843 104	879 083
Ecart de conversion - Passif		
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	2 827 155	2 321 607



Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Production vendue						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	359 282	37,26	369 750	38,72	-10 468	-2,83
Reprises et Transferts de charge			33 154	3,47	-33 154	-100,00
Cotisations	464 275	48,15	424 378	44,44	39 896	9,40
Autres produits	412 068	42,73	366 956	38,42	45 112	12,29
Produits d'exploitation	1 235 624	128,14	1 194 238	125,05	41 386	3,47
Achats de marchandises	198 294	20,56	92 716	9,71	105 578	113,87
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières						
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	498 498	51,70	480 747	50,34	17 751	3,69
Impôts et taxes	18 177	1,89	19 999	2,09	-1 822	-9,11
Salaires et Traitements	269 072	27,90	243 644	25,51	25 428	10,44
Charges sociales	64 331	6,67	51 053	5,35	13 278	26,01
Amortissements et provisions	94 133	9,76	79 306	8,30	14 827	18,70
Autres charges	7 384	0,77	12 940	1,35	-5 556	-42,94
Charges d'exploitation	1 149 889	119,25	980 405	102,66	169 484	17,29
RESULTAT D'EXPLOITATION	85 735	8,89	213 833	22,39	-128 099	-59,91
Opérations faites en commun	2 950	0,31	2 450	0,26	500	20,41
Produits financiers	11 293	1,17	6 864	0,72	4 430	64,53
Charges financières	9 843	1,02	11 406	1,19	-1 563	-13,70
Résultat financier	1 450	0,15	-4 542	-0,48	5 993	-131,92
RESULTAT COURANT	90 135	9,35	211 741	22,17	-121 606	-57,43
Produits exceptionnels	51 047	5,29	37 711	3,95	13 336	35,36
Charges exceptionnelles						
Résultat exceptionnel	51 047	5,29	37 711	3,95	13 336	35,36
Impôts sur les bénéfices						
Report des ressources non utilisées	80 572	8,36	27 602	2,89	52 970	191,90
Engagements à réaliser	62 332	6,46	142 088	14,88	-79 757	-56,13
EXCEDENT OU DEFICIT	159 423	16,53	134 966	14,13	24 457	18,12
Contribution volontaires en nature						
Bénévolat	834 401		786 818		47 583	6,05
Prestations en nature	8 687		214 404		-205 717	-95,95
Dons en nature	27 695 976		21 561 190		6 134 786	28,46
Total des produits	28 539 064		22 562 412		5 976 652	26,49
Secours en nature	27 704 663		21 775 594		5 929 069	27,23
Mise à disposition gratuite						
Personnel bénévole	834 401		786 818		47 583	6,05
Total des charges	28 539 064		22 562 412		5 976 652	26,49



Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Les Banques Alimentaires accompagnent les associations et Centres Communaux d'Action Sociale quotidiennement dans leur mission d'aider les personnes accueillies à se restaurer. Elles représentent le 1er réseau d'aide alimentaire en France.

Depuis 1984, les Banques Alimentaires fournissent des denrées à de nombreuses associations et CCAS : denrées fraîches, conserves ou surgelées, avec comme objectif la diversité et l'équilibre nutritionnel des personnes accueillies.

C'est en 1988 que la Banque Alimentaire du Pas-de-Calais a rejoint la FFBA (Fédération Française des Banques Alimentaires).

En 2024, le réseau de partenaires est composé de 125 associations et organismes sociaux ayant signé une convention de partenariat alimentaire : soit environ 34 000 bénéficiaires. En parallèle, la Banque Alimentaire du Pas-de-Calais vient également en aide aux étudiants au travers de distributions mensuelles de colis alimentaires dans les villes de Béthune, Liévin et Berck notamment.

La Banque Alimentaire du Pas-de-Calais constitue une chaîne de solidarité avec les 125 associations nationales et territoriales et CCAS partenaires qui redistribuent les denrées collectées. Une convention de partenariat définit leurs engagements mutuels. Les Banques Alimentaires proposent de nombreux services :

- Accompagnement au quotidien et rencontres inter-associatives grâce au travail des Chargés d'Animation Réseau (CAR).
- Soutien pour leur habilitation à l'aide alimentaire.
- Aide aux contrôles de l'Administration sur la gestion des denrées issues de l'aide publique et sur les modalités d'habilitation.
- Mise à disposition gratuite du logiciel de gestion Ticadi qui permet à l'association le suivi des bénéficiaires, des stocks, de la distribution ainsi que des outils administratifs et de statistiques.
- Partenariats avec des structures nationales autour de l'alimentation et de la santé.
- Développer et animer des ateliers cuisine.
- Formations "À l'écoute" : aider les associations à accueillir, écouter, soutenir les personnes accueillies à l'aide alimentaire (identifier le degré d'urgence, s'adapter à l'accueil...).
- Distributions alimentaires mensuelles dans les IUT, Instituts Nationaux Supérieurs des Professeurs des Ecoles et lycées pour lutter contre la précarité alimentaire étudiante.

UNE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT

Les missions des Banques Alimentaires ne se cantonnent pas à la fourniture de denrées. En effet, elles proposent également à leurs partenaires associatifs des outils afin de mieux accompagner les personnes démunies dans leur démarche d'hygiène ou encore un guide complet pour organiser des ateliers cuisine.

Les bénévoles des associations ont aussi accès au programme de formation des Banques Alimentaires : accueil et écoute des personnes, hygiène et sécurité des aliments, informatique...

LE PRINCIPE D'EQUITE

Si nos valeurs sont le don, le partage, la gratuité et le bénévolat, le principe d'équité est essentiel. Cela signifie distribuer équitablement à toutes les associations partenaires :

- Quelle que soit leur taille, en s'adaptant à leurs besoins réels
- Dans une juste répartition des catégories de denrées
- En veillant à une répartition équitable tant quantitative que qualitative de ces denrées

En se basant sur ce principe, tous nos efforts continuent à se concentrer au niveau :

- De la répartition par tranches d'âge afin d'améliorer les distributions de denrées et utilisation du logiciel vif.
- La mise en place de nouveaux moyens de logistique afin d'aider davantage les associations qui sont éloignées du centre de distribution



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : BANQUE ALIMENTAIRE DU PAS DE CALAIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 827 155 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 159 423 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 08/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 7 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 4 à 10 ans
- * Installations techniques : 4 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 2 à 8 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 10 ans
- * Matériel de transport : 3 à 6 ans
- * Matériel de bureau : 3 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.



Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Détail des subventions de fonctionnement

Compte	Libellé	2024	2023
7401000	Subvention du département	160 000,00	160 000,00
7401100	Subvention départ achat denrées	91 235,00	75 000,00
7410000	Subv. Fead France Agrimer	83 713,36	64 313,10
7450000	Subvention des communes	300,00	1 400,00
7451000	Subvention mairie de Béthune	5 000,00	5 000,00
7461000	Subvention CAF	-	50 000,00
7464000	Aide à l'emploi contrat CUI DRFIP	15 376,75	8 496,88
7465000	Aide à l'emploi service civique	3 656,65	3 040,02
7466000	Subv. des collectivités locales	-	2 500,00



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	400 000			400 000
- Constructions sur sol propre	1 039 233			1 039 232
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	242 375	21 819		264 194
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	157 859	2 911		160 770
- Installations générales, agencements aménagements divers	79 160			79 160
- Matériel de transport	112 635	62 392		175 027
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 496	1 784		8 280
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes	6 300	541 422	6 300	541 422
Immobilisations corporelles	2 044 058	630 329	6 300	2 668 086
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	5 864	500		6 364
Immobilisations financières	5 864	500		6 364
ACTIF IMMOBILISE	2 049 922	630 829		2 674 450



Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Il s'agit d'une caution versée pour l'ouverture de comptes gasoil à la société Total pour 5 864 euros et d'une caution pour l'utilisation d'une salle de Loto pour 500 euros

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	408 812	40 056		448 868
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	17 077	19 249		36 326
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	93 109	16 542		109 652
- Installations générales, agencements aménagements divers	39 131	5 218		44 349
- Matériel de transport	90 268	12 820		103 088
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 324	247		6 571
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	654 721	94 133		748 854
ACTIF IMMOBILISE	654 721	94 133		748 854



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 446 617 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	6 364		6 364
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	64 453	64 453	
Autres	355 338	355 338	
Charges constatées d'avance	20 462	15 562	4 900
Total	446 617	435 353	11 264
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. On retrouve dans les charges constatées d'avance l'assurance dommage-ouvrage de l'extension mise en service le 23/05/2023 (5563,14 € au 31/12/2024). Elle est reprise sur 10 ans au rythme de 662,68 € par an.

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus à recevoir	5 824
Total	5 824



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise			40 000		40 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	113 117			40 000	73 117
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	302 759		134 966		437 725
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	134 966	-134 966	159 423		159 423
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	550 842	-134 966	334 389	40 000	710 265
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	661 954		451 392	51 047	1 062 299
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	1 212 796	-134 966	825 781	91 047	1 812 564

Le montant de la réserve de trésorerie (comprise dans le poste "Réserves hors activités sociales" pour 63 880.46 €) correspond à l'affectation du résultat effectué lors des exercices comptables de 2001 à 2004. Le montant reste inchangé et figure toujours au bilan passif.

Correction d'erreur : Le montant qui figurait en compte 109000 "Projet associatif" au 31/12/2023 a été reclassé en compte 102400 "Autres fonds propres sans droit de reprise"

Compte	31/12/2024	31/12/2023	Proforma 31/12/2023	Var 2024 / Proforma 2023
109000 Projet associatif	-	40 000,00	-	-
102400 Autres fds propres sans droit de reprise	40 000,00	-	40 000,00	-



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 842 074 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	666 763	88 794	362 728	215 241
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	82 236	82 236		
Dettes fiscales et sociales	46 117	46 117		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	46 518	46 518		
Autres dettes (**)	441	441		
Produits constatés d'avance				
Total	842 074	264 105	362 728	215 241
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	87 088			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	20 106
Int.courus s/emp.aup.etabl.crédit	328
Dettes provis. pr congés à payer	18 090
Charges sociales s/congés à payer	4 749
Divers - charges à payer	441
Total	43 714



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Cegelease	100		
Target Skills	55		
Securitas contrat 4286426	1 312		
Securitas contrat 4285794	767		
Securitas contrat 4247750	2 766		
Securitas contrat 4243636	1 891		
Sage	2 499		
Chateau d'eau	34		
Abonnement Norton	53		
SMACL assurance dommage ouvrage extension	5 563		
SMACL cotisation 2025	4 139		
Macif	1 115		
Boîte postale La Poste	118		
Cotisation dons solidaires 2025	50		
Total	20 462		

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Total			



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Participation de solidarité associations et élus	462 834
Cotisations diverses	1 440
TOTAL	464 275

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 700 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Subventions d'investissement virées au résultat		51 047
TOTAL		51 047



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 10 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	1		1	1
Employés	9	2	11	8
CCDI				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi	1	1	2	1
Total	11	3	14	10

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	33 184
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	33 184

Engagements en pensions, retraite et assimilés

L'indemnité a été évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Méthode prospective - Norme IFRS
- Sur la base d'un départ à 64 ans
- Taux d'actualisation 3,42 %
- Turn over moyen par catégorie et age



Autres informations

Crédit-Bail

Redevances HT restant dues sur opérations de crédit-bail mobilier : 1 000 euros.

Deux crédits baux étaient sur l'exercice :

Photocopieur - Cegelease fin du contrat 10/2025

Chambre froide fin du contrat 04/2024 - Terminé au 31/12/2024

Les montants comptabilisés en charges au titre de l'exercice se sont élevés à 10 508,93 euros.

Salaires et charges sociales

Libellé	2024	2023	Variation	En %
Rém. Contrats civiques	4 049,77	3 302,58	747,19	22,62%
Salaires bruts et congés payés	265 022,11	240 341,70	24 680,41	10,27%
Charges sociales	64 331,20	51 053,26	13 277,94	26,01%
Coût salarial	333 403,08	294 697,54	38 705,54	13,13%

Contributions volontaires

Le bénévolat au titre de l'année 2024 s'élève à 834 401 euros (contre 786 818 euros en 2023) ce qui correspond à 23 271 heures. La main d'œuvre est valorisée sur la base de 1 à 5 fois le SMIC selon la qualification (voir grille ci-dessous) :

Taux de valorisation horaire

Catégorie	Base de	val horaire
Dirigeants (dir)	5 x smic x 1,5	87,68
Cadre (cad)	3 x smic x 1,5	52,61
Agent (emp)	1,2 x smic x 1,5	21,04

Les produits alimentaires distribués aux associations ont été valorisés selon les valeurs mercuriales moyennes ci-dessous :

- Valeur mercuriale moyenne retenue (par kg) :
 - Clickdons = 3,88 €
 - Dons = 4,34 €
 - Ramasse = 4,88 €
 - FEAD CNES = 3,52 €
 - Collecte = 3,87 €
 - Achat FFBA = 2,18 €



Evaluations des contributions volontaires en nature

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Emplois-Charges		2024	2023	Variations
86000001	CLICKDONS	1 138 372 €	540 951 €	597 421 €
86000003	DONS	21 249 986 €	15 968 285 €	5 281 701 €
86000004	RAMASSE	2 692 888 €	2 542 474 €	150 414 €
86000005	FEAD CNES	1 418 826 €	1 636 608 €	-217 782 €
86000006	COLLECTE	660 783 €	616 045 €	44 738 €
86000008	ACHAT FFBA	529 758 €	256 827 €	272 931 €
86000009	PROXIDON	5 363 €	0 €	5 363 €
86100000	MISE A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	220 €	176 €	44 €
86200000	PRESTATIONS ET MECENATS	8 466,98 €	214 227,97 €	-205 760,99 €
86400000	BENEVOLAT	834 401 €	786 818 €	47 583 €
TOTAL EMPLOI - CHARGES		28 539 063,98 €	22 562 412 €	5 976 652,01 €
Ressources - Produits		2024	2023	Variations
87000001	CLICKDONS	1 138 372 €	540 951 €	597 421 €
87000003	DONS	21 249 986 €	15 968 285 €	5 281 701 €
87000004	RAMASSE	2 692 888 €	2 542 474 €	150 414 €
87000005	FEAD CNES	1 418 826 €	1 636 608 €	-217 782 €
87000006	COLLECTE	660 783 €	616 045 €	44 738 €
87000008	ACHAT FFBA	529 758 €	256 827 €	272 931 €
87000009	PROXIDON	5 363 €	0 €	5 363 €
87100000	PRESTATIONS EN NATURE	8 686,98 €	214 403,97 €	-205 716,99 €
87500000	BENEVOLAT	834 401 €	786 818 €	47 583 €
TOTAL RESSOURCES - PRODUITS		28 539 063,98 €	22 562 412 €	5 976 652,01 €



TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ressources provenant de la générosité du public, des legs et des donations affectés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le suivi synthétique de ces fonds dédiés se fait par la réalisation du tableau suivant :

Ressources / Situations	Année	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice (7895 ou 7897)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6895 ou 6997)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
			A	B	C	D = A - B + C
sur financement de projets	2021	12 265	11 197	2 018		9 179
sur financement projet extension	2022	80 759	77 896	4 474		73 422
sur subventions d'exploitation Etudiants	2023	35 000	35 000	35 000	-	-
sur financement projet extension chariot	2023	12 000	10 547	2 400		8 147
sur financement camion frigorifique 1	2023	15 000	15 000	181	-	14 819
sur financement camion frigorifique 2	2023	10 000	10 000		10 000	20 000
sur financement chambre froide	2023	33 588	33 588		52 332	85 920
sur achat de denrées	2023	36 500	36 500	36 500	-	-
Sous - Total		235 112	229 727	80 572	62 332	211 487
TOTAL						211 487
						#194 à #196



Suivi des subventions d'investissement et de leurs amortissements

Compte	Nom subvention	Montant	Amort. antérieurs	Dotations 2024	Reste à amortir
Subvention HYSTER					
Date début : 15/05/2020 Coefficient : 12,5					
13100004	KELLOGS	9 000,00 €	4 081,24 €	1 125,00 €	3 793,76 €
13100005	CARREFOUR	15 000,00 €	6 802,05 €	1 875,00 €	6 322,95 €
13100003	DDFIP COHES SOCIAL	7 000,00 €	3 174,29 €	875,00 €	2 950,71 €
Subvention Mercedes					
Date début : 28/10/2020 Coefficient : 20					
13100008	CAF	29 121,43 €	18 862,17 €	5 947,64 €	4 311,62 €
13100007	DRJSCS	20 000,00 €	12 700,00 €	4 000,00 €	3 300,00 €
13100001	LION'S CLUB	1 000,00 €	635,00 €	200,00 €	165,00 €
13100002	CAISSE D'EPARGNE HDF	5 000,00 €	3 175,00 €	1 000,00 €	825,00 €
Subvention Crafter					
Subvention Gerbeur Manuloc					
Date début : 26/01/2021 Coefficient : 20					
13100009	FFBA Amazon	6 000,00 €	3 513,33 €	1 200,00 €	1 286,67 €
Subvention extension					
Date début : 23/05/2023 Coefficient : 8,75					
13100011	Subventions extension	566 058,00 €	19 024,27 €	31 416,22 €	515 617,51 €
Subvention équipement extension					
Date début : 23/05/2023 Coefficient : 16,25					
13110000	Subventions équipement	17 460,00 €	1 718,11 €	2 837,25 €	12 904,64 €
Subvention camion frigorifique VW 1					
Date début : 10/12/2024 Coefficient : 20					
13100012	Subventions équipement	47 392,48 €	0,00 €	571,30 €	46 821,18 €
Subvention chambre froide					
Date début : 2025 Coefficient : à déterminer					
13100013	Subventions équipement	434 000,00 €	0,00 €	0,00 €	434 000,00 €
Subvention camion frigorifique VW 2					
Date début : 2025 Coefficient : à déterminer					
13100014	Subventions équipement	30 000,00 €	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €

Suivi des transferts de charges

NEANT

